



CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU INTÉGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN

mercredi
26-10-2005
Matin

woensdag
26-10-2005
Voormiddag

cdH	<i>centre démocrate Humaniste</i>
CD&V	<i>Christen-Democratisch en Vlaams</i>
ECOLO	<i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
FN	<i>Front National</i>
MR	<i>Mouvement réformateur</i>
N-VA	<i>Nieuw-Vlaamse Alliantie</i>
PS	<i>Parti socialiste</i>
sp.a-spirit	<i>Socialistische Partij Anders – Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht</i>
Vlaams Belang	<i>Vlaams Belang</i>
VLD	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>

<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>	
DOC 51 0000/000	<i>Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif</i>	DOC 51 0000/000	<i>Parlementair stuk van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
QRVA	<i>Questions et Réponses écrites</i>	QRVA	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
CRIV	<i>version provisoire du Compte Rendu Intégral (couverture verte)</i>	CRIV	<i>voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)</i>
CRABV	<i>Compte Rendu Analytique (couverture bleue)</i>	CRABV	<i>Beknopt Verslag (blauwe kaft)</i>
CRIV	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions ; les annexes se trouvent dans une brochure séparée (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)</i>	CRIV	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken; de bijlagen zijn in een aparte brochure opgenomen (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)</i>
PLEN	<i>séance plénière</i>	PLEN	<i>Plenum</i>
COM	<i>réunion de commission</i>	COM	<i>Commissievergadering</i>
MOT	<i>motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)</i>	MOT	<i>moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)</i>

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>	<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>
Commandes :	Bestellingen :
Place de la Nation 2	Natieplein 2
1008 Bruxelles	1008 Brussel
Tél. : 02/ 549 81 60	Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74	Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be	www.deKamer.be
e-mail : publications@laChambre.be	e-mail : publicaties@deKamer.be

SOMMAIRE

Question de Mme Muriel Gerken au ministre de 1
l'Environnement et ministre des Pensions sur "la
mention du logo du sp.a sur le site web qui
présente les cellules stratégiques Pensions et
Environnement" (n° 8300)

Orateurs: **Muriel Gerken, Bruno Tobbac,**
ministre de l'Environnement et ministre des
Pensions

Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de 3
l'Environnement et ministre des Pensions sur "les
dossiers administratifs de l'Office National des
Pensions auprès du tribunal du travail" (n° 8384)

Orateurs: **Hilde Vautmans, Bruno Tobbac,**
ministre de l'Environnement et ministre des
Pensions

Question de Mme Annemie Turtelboom au 4
ministre de l'Environnement et ministre des
Pensions sur "l'ONSSAPL" (n° 8635)

Orateurs: **Annemie Turtelboom, Bruno**
Tobbac, ministre de l'Environnement et
ministre des Pensions

INHOUD

Vraag van mevrouw Muriel Gerken aan de 1
minister van Leefmilieu en minister van
Pensioenen over "de vermelding van het sp.a-
logo op de website waarop de beleidscellen
Pensioenen en Leefmilieu worden voorgesteld"
(nr. 8300)

Sprekers: **Muriel Gerken, Bruno Tobbac,**
minister van Leefmilieu en minister van
Pensioenen

Vraag van mevrouw Hilde Vautmans aan de 3
minister van Leefmilieu en minister van
Pensioenen over "de administratieve dossiers van
de Rijksdienst voor Pensioenen bij de
arbeidsrechtbank" (nr. 8384)

Sprekers: **Hilde Vautmans, Bruno Tobbac,**
minister van Leefmilieu en minister van
Pensioenen

Vraag van mevrouw Annemie Turtelboom aan de 4
minister van Leefmilieu en minister van
Pensioenen over "RSZPPO" (nr. 8635)

Sprekers: **Annemie Turtelboom, Bruno**
Tobbac, minister van Leefmilieu en minister
van Pensioenen

COMMISSION DES AFFAIRES
SOCIALESCOMMISSIE VOOR DE SOCIALE
ZAKEN

du

van

MERCREDI 26 OCTOBRE 2005

WOENSDAG 26 OKTOBER 2005

Matin

Voormiddag

De vergadering wordt geopend om 10.10 uur door de heer Hans Bonte, voorzitter.
La séance est ouverte à 10.10 heures par M. Hans Bonte, président.

01 Question de Mme Muriel Gerkens au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "la mention du logo du sp.a sur le site web qui présente les cellules stratégiques Pensions et Environnement" (n° 8300)

01 Vraag van mevrouw Muriel Gerkens aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "de vermelding van het sp.a-logo op de website waarop de beleidscellen Pensioenen en Leefmilieu worden voorgesteld" (nr. 8300)

01.01 Muriel Gerkens (ECOLO): Monsieur le ministre, quand on fait une recherche sur votre site web au nom de domaine brunotoback.be, une page affiche les coordonnées des cellules politiques des SPF Pensions et Environnement, ces dernières étant accompagnées du logo du parti sp.a et de la section sp.a Brabant flamand. Il y a également des liens vers votre parti politique et sa section provinciale.

A mon avis, cette présentation de données officielles concernant les SPF Environnement et Pensions avec, en parallèle, des informations publicitaires pour un parti politique pourrait introduire la confusion auprès des internautes.

Monsieur le ministre, mes questions sont les suivantes.

- Faut-il considérer le nom de domaine brunotoback.be comme votre site personnel? Si oui, comment expliquez-vous que des données référant aux SPF Pensions et Environnement y figurent?
- Faut-il considérer le nom de domaine brunotoback.be comme votre site officiel en tant que ministre? Si oui, pensez-vous que les critères de la loi électorale sont respectés dans la mesure où un parti politique est mentionné?
- Si, comme moi, vous considérez qu'il y a là un problème, envisagez-vous de rectifier cette situation?

01.01 Muriel Gerkens (ECOLO): De homepage van uw webstek brunotoback.be vermeldt de gegevens van de beleidscellen van de FOD Pensioenen en Leefmilieu, vergezeld van het logo van de sp.a en van links naar uw politieke partij en haar provinciale afdeling. Dit kan bij internetgebruikers tot verwarring leiden.

Moet de domeinnaam brunotoback.be als uw eigen webstek beschouwd worden? Zo ja, hoe verklaart u dat hij verwijzingen naar de FOD Pensioenen en Leefmilieu bevat? Moet de domeinnaam brunotoback.be als uw officiële webstek als minister worden beschouwd? Zo ja, bent u van mening dat de criteria van de kieswet in acht worden genomen vermits een politieke partij wordt vermeld? Bent u van plan die anomalie recht te zetten?

01.02 Bruno Tobback, ministre: En effet, le nom de domaine brunotoback.be n'est pas mon site personnel. Le fait qu'y figurent des données des SPF qui relèvent de mes compétences ne pose à mon avis aucun problème. En outre, pour le reste, le site est constitué selon les instructions qui ont été fournies lors de la réunion de la commission de Contrôle des dépenses électorales et de la

01.02 Minister Bruno Tobback: De domeinnaam brunotoback.be verwijst niet naar mijn persoonlijke site. Het feit dat er gegevens op staan van de FOD die onder mijn bevoegdheid valt, kan volgens mij

comptabilité des partis politiques du 18 juillet 2002. Sur tout le site, on ne trouve qu'une seule photo de ma personne. Le site est construit sur trois modules: environnement, pensions et trois pages générales. La politique que je mène en tant que ministre de l'Environnement et des Pensions y est présentée d'une manière neutre et non orientée vers la promotion de mon image personnelle, même si je considère que la qualité de ma politique ne peut que promouvoir mon image personnelle.

Les trois modules offrent un aperçu bref et objectif de mes attributions. Le site comprend également une présentation des collaborateurs de ma cellule avec leur domaine d'activités spécifique. Je ne m'exprime jamais sur ce site sur des matières qui ne ressortissent pas à mes attributions. La plupart de mes réflexions personnelles, si elles sont sur le site, sont classées sous des onglets "communiqués de presse" et "discours" qui logiquement font partie de mes compétences et donc de ma politique générale. Comme les instructions le prescrivent, des liens peuvent être créés sur mon site vers d'autres sites qui présentent éventuellement des réflexions personnelles sur d'autres sujets ou qui participent de mes intérêts spécifiques. J'y renvoie par le biais d'icônes, il est vrai, qui constituent clairement des liens avec des partis politiques, notamment le mien, le sp.a et sa branche régionale, le sp.a-Vlaams Brabant. Ce ne sont pas des sites financés sur mes moyens personnels mais ils appartiennent au sp.a, ce qui à mon avis ne contrevient pas aux instructions.

Lorsqu'on clique sur l'onglet "Qui est qui?", on obtient la présentation des collaborateurs de ma cellule dans un module qui présente également des icônes renvoyant aux liens précités. Les icônes sont, toutefois, explicites sur le fait qu'il s'agit de liens, puisqu'elles sont groupées sous le titre de "liens". En outre, ces sites s'ouvrent dans une nouvelle fenêtre lorsque l'on clique dessus. Ils ne sont donc pas intégrés dans mon propre site officiel. Ils sont suffisamment distincts de la présentation de mes collaborateurs de cabinet. Par ailleurs, le rappel du module précise également l'utilisation des icônes comme liens vers d'autres sites.

A mon avis, le site ministériel répond à tous les critères. J'ai d'ailleurs vérifié les autres sites et ai constaté que la plupart d'entre eux renvoient au parti du ministre. Il n'est pas interdit d'afficher son appartenance à un parti politique ni de faire figurer un lien sur son site ministériel vers le parti politique.

Si effectivement, la commission de Contrôle me l'interdisait ou ne l'estimait pas conforme au règlement, je me conformerais à ce dernier, ce que j'ai, me semble-t-il, toujours fait jusqu'à présent.

01.03 Muriel Gerkens (ECOLO): Monsieur le ministre, qu'il y ait des liens entre vous, à travers vos compétences ministérielles, et votre parti, voilà qui ne constitue pour moi aucune objection: cela forme un tout. En revanche, d'autres sites disposent aussi de liens, mais pas présentés de la même manière que sur le vôtre.

Vous dites que les icônes sur votre site ne servent que de liens; c'est vrai. Mais votre site est le site officiel, celui qui organise le tout, le point de départ de tous les autres et l'icône, élément dominant qui apparaît à l'ouverture, représente le logo du sp.a. Même vos collègues, notamment M. Vande Lanotte, dont j'ai visité le site lorsqu'il

geen probleem zijn.

Bovendien voldoet de site aan de instructies van de controlecommissie betreffende de verkiezingsuitgaven van 18 juli 2002. Er staat slechts een foto van mezelf op. Mijn beleid als minister wordt er neutraal voorgesteld en dient in geen geval om mijn imago te promoten. De site geeft een bondig en objectief overzicht van mijn bevoegdheden en stelt tevens de medewerkers van mijn cel voor. Ik geef er nooit commentaar op zaken die niet tot mijn bevoegdheid behoren.

Conform de instructies mag de site links naar andere sites bevatten. Het feit dat er geen links op staan naar sites die ik zelf bekostig, maar wel naar sites van de sp.a, vormt volgens mij geen inbreuk op de instructies.

Bovendien verschijnen die sites in een nieuw venster en maken ze dus geen deel uit van mijn eigen officiële site.

Het is niet verboden om het lidmaatschap van een politieke partij bekend te maken of een link naar de eigen partij op te nemen.

Indien de controlecommissie meent dat ik het reglement overtreed, zal ik de nodige wijzigingen aanbrengen. Tot heden heb ik me, mijns inziens, steeds aan dat reglement gehouden.

01.03 Muriel Gerkens (ECOLO): Op andere websites staan ook links, maar ze worden op een andere manier voorgesteld.

Uw website is zo georganiseerd dat het logo van uw partij erg in het oog springt. U bent inderdaad lid van een politieke familie, maar bovenal bent u lid van de regering en draagt u als minister haar

était ministre, n'utilisent pas le même mode de fonctionnement.

beleid uit.

Pour moi, il est tout à fait acceptable d'avoir un lien vers son parti puisqu'un ministre appartient quand même à une famille et un projet politiques. Néanmoins, la manière dont cela est aménagé fait apparaître le sp.a de manière prioritaire. On est ministre dans une politique, on est membre du gouvernement, d'une équipe au-delà de l'appartenance à son groupe.

Verder ben ik met mijn onderzoek niet gegaan, maar ik wou toch graag uw standpunt horen over dit alles.

Je n'ai pas été plus loin dans mes investigations. J'avais seulement envie de vous entendre à ce propos.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

02 Vraag van mevrouw Hilde Vautmans aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "de administratieve dossiers van de Rijksdienst voor Pensioenen bij de arbeidsrechtbank" (nr. 8384)

02 Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "les dossiers administratifs de l'Office National des Pensions auprès du tribunal du travail" (n° 8384)

02.01 Hilde Vautmans (VLD): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik heb een aantal vragen, aangegeven door een aantal collega's die werkzaam zijn in de sector.

Bij een procedure voor een arbeidsrechtbank met de Rijksdienst voor Pensioenen als partij, treedt sinds een aantal jaren iemand van de administratie op. Dat is op zich geen probleem. Dit doorbreekt alleen wel het pleitmonopolie van de advocatuur, maar dat is voor mij ook geen probleem.

Het probleem is dat zij nogal een minimalistische interpretatie hanteren van het beginsel van het bezorgen van stukken aan de tegenpartij. Zij delen namelijk gewoon hun stukken mee aan de griffies, zodanig dat de tegenpartij zich moet begeven naar de griffie om de stukken te kunnen ophalen. Dat is niet fout, maar het is wel betreurenswaardig.

Bent u daarvan op de hoogte?

Wat is de motivatie van de administratie om die interpretatie aan te houden?

Bent u zich bewust van de onderhuidse frustratie die het debat van het pleitmonopolie opnieuw zou kunnen aanwakkeren?

Hebt u plannen om af te wijken van die minimalistische interpretatie en kopieën van de dossiers gewoon, net als elke advocaat, over te maken aan de tegenpartij of zou dit - staatssecretaris Van Quickenborne indachtig - te veel administratieve overlast veroorzaken?

02.02 Minister Bruno Tobbac: Mijnheer de voorzitter, mevrouw Vautmans, ik heb ten eerste begrip voor de onderhuidse en andere frustraties bij mijn voormalige confraters over alle mogelijke discussies rond het pleitmonopolie. In elk geval is in dit geval de vertegenwoordiging van de RVP geregeld bij artikel 19 van de wet van 12 augustus 2000 en dus perfect mogelijk. Het lijkt mij ook logisch dat

02.01 Hilde Vautmans (VLD): Dans le cadre des procédures devant le tribunal du travail, l'Office national des pensions (ONP) se fait représenter depuis quelques années déjà par un collaborateur administratif. Le fait que le monopole des avocats soit ainsi rompu ne pose pas de problème à mes yeux. Par contre, le fait que l'ONP ne fournisse pas directement les pièces à la partie adverse mais les dépose simplement au greffe pose un problème. Cette situation est déplorable.

Le ministre est-il informé de cette pratique? Se rend-il compte que la frustration qu'elle implique est susceptible de raviver le débat sur le monopole de plaidoirie? Pourquoi cette méthode est-elle utilisée? Le ministre veillera-t-il à ce que les copies des documents soient immédiatement transmises à la partie adverse?

02.02 Bruno Tobbac, ministre: Je comprends les frustrations éventuelles nées de la perte du monopole de plaidoirie mais la représentation de l'ONP devant le tribunal est absolument légale en

wij dat toepassen.

Wat betreft de discussie over de overlegging van de stukken: de Rijksdienst voor Pensioenen legt in ieder geval altijd, zoals het hoort, het gebundeld en geïnventariseerd administratief dossier en zijn conclusies neer ter griffie, wat per definitie noodzakelijk is. Men laat mij weten dat kopieën van de dossiers aan de tegenpartij worden bezorgd op eenvoudig verzoek. De praktijk is blijkbaar dat het niet automatisch gebeurt. Het is echter niet zo dat de tegenpartij zich per se naar de griffie moet begeven om het daar in te zien of te kopiëren. Kopieën worden op eenvoudig verzoek aan de tegenpartij bezorgd, door de RVP zelf. Ik denk dus dat er ook daar niet echt een probleem is.

02.03 Hilde Vautmans (VLD): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. Zou het niet mogelijk zijn om daarvan een automatisme te maken? Annemie Turtelboom zit naast mij. Wij hebben een voorstel van resolutie ingediend. Wie recht zoekt, moet geholpen worden, door een begrijpelijke taal en gemakkelijke toegang tot de stukken. Het verdient dan ook aanbeveling dat het dossier automatisch wordt overgezonden als het klaar is.

02.04 Minister Bruno Tobback: Dat is juist, maar ik ben zelf lang genoeg advocaat geweest om te weten dat wie recht zoekt, daarvoor over het algemeen een beroep doet op zijn of haar advocaat. Bij de advocatuur duurt het over het algemeen niet te lang voor iedereen op de hoogte is van een geldende praktijk. Het uitwisselen van een briefje om een kopie van een dossier te vragen, is zowat de gangbare praktijk.

Ik wil trouwens niet de keren tellen dat ikzelf, als advocaat, een briefje gestuurd heb naar de tegenpartij om een kopie van het dossier te vragen. Ook dat is gewoon een dagelijkse praktijk in de advocatuur en de rechtsgang. Ik stel voor dat wij het niet nutteloos ingewikkelder maken dan het is en voortgaan met de bestaande praktijk. Er is misschien inderdaad onvoldoende informatie over het feit dat men ook gewoon die vraag kan stellen. Dat is dan hierbij rechtgezet. Ik hoop dat dat voldoende helpt.

02.05 Hilde Vautmans (VLD): Laten wij het hopen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

03 Vraag van mevrouw Annemie Turtelboom aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "RSZPPO" (nr. 8635)

03 Question de Mme Annemie Turtelboom au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "l'ONSSAPL" (n° 8635)

03.01 Annemie Turtelboom (VLD): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, binnen de RSZPPO zijn er twee pools voor het vastbenoemd personeel. Pool 2 werd opgericht bij wet van 6 augustus 1993. Het was toen de bedoeling de onderschikte besturen die nog niet aangesloten waren bij pool 1, te overhalen om zich effectief ook aan te sluiten bij de RSZPPO. De wet richtte ook het Egalisatiefonds op en dat moest de bijdragepercentages van pool 1 en pool 2 op mekaar afstemmen.

vertu de la loi du 12 août 2000.

L'ONP dépose comme il se doit l'ensemble du dossier inventorié au greffe. Les copies ne sont pas automatiquement fournies à la partie adverse, mais peuvent l'être sur simple demande de celle-ci. La partie adverse ne doit donc nullement se rendre au greffe pour obtenir les pièces.

02.03 Hilde Vautmans (VLD): La transmission des pièces ne pourrait-elle être automatique? Mme Turtelboom et moi-même avons déposé une résolution à ce sujet.

02.04 Bruno Tobback, ministre: Idéalement, les dossiers sont transmis automatiquement à la partie adverse. Mon expérience au barreau m'a toutefois appris que les dossiers sont le plus souvent demandés en envoyant une petite lettre à la partie adverse. Ne compliquons pas inutilement la procédure. Poser la question est déjà suffisant.

03.01 Annemie Turtelboom (VLD): Deux pools pour le personnel statutaire coexistent au sein de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales (ONSSAPL). Le rapport annuel 2005 révèle à présent que l'écart entre les taux de cotisation

Uit het jaarverslag van de RSZPPO, dat anderhalve maand geleden verscheen, leren we dat in 2005 voor het eerst de bijdragepercentages uit elkaar groeien. In 2005 betaalde men in pool 1 27,5% aan bijdragen en in pool 2 29,5%. Het jaarverslag leert ook dat pool 2 eind 2004 een gecumuleerd tekort van 121.370.866 euro heeft.

Om die reden kreeg ik graag van u, mijnheer de minister, een antwoord op volgende vragen. Waarom liet men in 2005 de bijdragepercentages tussen pool 1 en pool 2 uit elkaar groeien?

Werden de middelen van het Egalisatiefonds ingezet? Zo ja, hoeveel middelen vloeiden naar pool 2? Zo neen, waarom werden middelen van het Egalisatiefonds niet ingezet? Wanneer denkt de minister het Egalisatiefonds wel in te zetten? Hoe komt het dat het tekort van pool 2 van meer dan 121 miljoen euro niet wordt aangezuiverd?

Hoelang denkt u, mijnheer de minister, dat die situatie nog houdbaar is?

03.02 Minister **Bruno Tobbac**: Nog even.

03.03 **Annemie Turtelboom** (VLD): Nog even?

03.04 Minister **Bruno Tobbac**: Neen, mevrouw Turtelboom.

Voor alle duidelijkheid, het feit dat de bijdragepercentages tussen pool 1 en pool 2 uit elkaar groeien, is een logisch gevolg van het feit dat het twee totaal verschillende situaties zijn met een compleet verschillende historiek en dus ook compleet verschillende noden wat betreft financiering, zowel op korte termijn als op langere termijn. U weet dat pool 1 - voornamelijk de kleine en de middelgrote besturen die tot 1987 bij de omslagkas van de gemeentelijke pensioenen zaten - eigenlijk op dit ogenblik op korte termijn financieel redelijk stabiel en in evenwicht is en dus geen verhoogd bijdragepercentage nodig heeft. In pool 2 daarentegen is de situatie van met name grote steden heel wat moeilijker. Dus noopt die logischerwijze ook tot een verhoging van het bijdragepercentage, als we tenminste die 121 miljoen euro niet willen zien uitgroeien tot 200, 300 en 400 miljoen euro.

Hoe dan ook, zelfs met het Egalisatiefonds, in de eerste plaats komt de financiële stabiliteit van de verschillende pools uit de bijdragen die jaarlijks worden betaald, en die moeten dus logischerwijze de evolutie van de noden volgen.

Het Egalisatiefonds bestaat inderdaad. Het werd tot op heden niet ingezet om de heel eenvoudige reden dat ik een aantal prospectieve studies gevraagd heb om te achterhalen waar we in de komende jaren met pool 2 alsook met pool 1 aan toe zijn. De studies betreffen met name de evolutie van de pensioenverplichtingen uit het verleden, de personeelsformatie vandaag, de verhouding tussen contractuelen en statutairen en de evolutie van vergoedingen, wedden en lonen in de verschillende gemeenten, die ook zullen bepalen wat de toekomstige noden zullen zijn. Al die punten worden bekeken in de studie van de RSZ-PPO over de wijziging van de verhouding tussen statutair en contractueel personeel, die nu al klaar is, alsook in de studie voor de lokale sector die op dit ogenblik door de administratie van Pensioenen samen met de RSZ-PPO wordt gemaakt en die wordt

se creuse toujours plus : les membres du pool 1 ont payé un taux de cotisation de 27,5% alors que pour ceux du pool 2, le taux était de 29,5%. Le deuxième pool connaît par ailleurs un déficit de 121.370.800 euros.

Pourquoi l'écart entre les cotisations s'est-il creusé ainsi? Des moyens du Fonds d'égalisation ont-ils été engagés pour réduire l'écart entre les taux? Le déficit dans le pool 2 se résorbe-t-il? Combien de temps cette situation pourra-t-elle se maintenir?

03.04 **Bruno Tobbac**, ministre: La divergence croissante entre les pourcentages de contribution des deux pools constitue une conséquence logique du fait qu'ils ont un historique totalement différent, qu'ils se trouvent dans une situation différente et qu'ils ont donc des besoins de financement différents. Le pool 1 n'a simplement pas besoin d'un pourcentage de contribution majoré pour rester sain, contrairement au pool 2. Les pourcentages de contribution suivent simplement l'évolution des besoins.

Le Fonds d'égalisation existe, mais n'a pas encore été sollicité à ce jour, parce que des études sont actuellement en cours en vue de déterminer ce qu'il adviendrait des deux pools en cas de globalisation des données de pension passées et actuelles. Plusieurs études sont menées par l'ONSSAPL, parfois en collaboration avec l'administration des Pensions.

Ce retard résulte notamment d'une certaine confusion découlant de la réforme des polices. Les polices communales comportaient en effet

verwacht tegen eind dit jaar en in een bijkomende studie van de specifieke situatie in de ziekenhuissector, waar we uiteraard ook een serieuze impact verwachten op de evolutie.

Een andere belangrijke oorzaak voor de vertraging waardoor een aantal zaken nog niet klaar is en waardoor we er nog geen overzicht van hebben, is nog altijd het ontbreken van een aantal duidelijke gegevens inzake de politiehervorming.

In bijna alle gemeenten waren de politiediensten de grootste statutaire groep. Het wegnemen van de loonmassa daarvan bij de verdere financiering van de pensioenen - u weet immers dat ze in een aparte pool werden ondergebracht - dient dus ook nog het voorwerp uit te maken van een nauwkeurig onderzoek. Uit dat onderzoek moet blijken wat we de komende jaren kunnen verwachten in pool 2.

Ik vind dat, vóór we dat duidelijk weten, het ook niet kan nu al de middelen uit het Egalisatiefonds eenzijdig te gebruiken om een kortetermijndeficit op te vullen. Zoals u weet, worden die middelen aangevuld uit zowel pool 1 als pool 2, want alle gemeenten storten daarin.

Ik ben bereid het Egalisatiefonds te gebruiken, maar enkel in omstandigheden die toelaten in te schatten wat de evolutie de komende tien jaar zal zijn en wat de noden zullen zijn van de twee pools uit het Egalisatiefonds. Het lijkt mij maar logisch te weten wat de noden zijn, of de bijdragen in het Egalisatiefonds op dit ogenblik voldoen, of het Egalisatiefonds nog zal kunnen egaliseren voor pool 1, waarvan het bijdragepercentage de eerstkomende jaren niet maar nadien wel zal stijgen. Daarvoor dient het tenslotte.

Zodra de studies afgerond zijn en de antwoorden klaar, zullen we beslissen wat we zullen doen met het Egalisatiefonds. De aanvulling van 121 miljoen euro zal dan uiteraard een van de eerste stappen zijn.

03.05 Annemie Turtelboom (VLD): Mijnheer de minister, u hebt zelf gezegd dat de hamvraag is of de huidige middelen van het Egalisatiefonds voldoende zijn. De ruwe berekening op basis van het jaarverslag leert ons dat exact na drie jaar het tekort in pool 2 kan worden aangezuiverd met de middelen die thans in het Egalisatiefonds zitten. Op dat moment zal het Egalisatiefonds uitgeput zijn. Mijn berekening is misschien niet helemaal correct en er kan een verschil opzitten van 1 à 2 jaar. Het feit is dat met de huidige middelen van het Egalisatiefonds de tekorten onmogelijk nog gedurende 10 jaar kunnen worden aangezuiverd. Dat is absoluut niet haalbaar.

Het verheugt me dat u terzake een studie hebt besteld, mijnheer de minister. De analyse van het jaarverslag van RSZ-PPO met de tekorten en schommelingen zowel in pool 1 als 2 en het grote gecumuleerde tekort in pool 2 verontrust me sterk in verband met de betaalbaarheid van de pensioenen op middellange en lange termijn. Ik open nog niet het debat over alles wat er gebeurt rond de pensioenen van contractuele en statutaire personeelsleden. We moeten ons durven de vraag te stellen of het huidige systeem waarbij een contractueel ambtenaar die later vastbenoemd wordt, toch een volledig statutair pensioen kan ontvangen, zonder dat er bijdragen werden betaald, in stand kan worden gehouden, zeker in het licht van

une grande part de statutaires.

Le Fonds d'égalisation n'a pas pour but de remédier à un déficit à court terme dans un des pools. Il ne sera mis à contribution que quand nous aurons dressé l'inventaire des besoins spécifiques des pools sur l'ensemble d'une décennie. Cela devra se faire pour les deux pools, car tous deux alimentent le fonds. Quand cet inventaire aura été réalisé, l'apurement du déficit de 121 millions d'euros grâce au fonds d'égalisation pourra devenir une priorité.

03.05 Annemie Turtelboom (VLD): Il ressort clairement du rapport annuel de l'ONSSAPL que le Fonds d'égalisation ne suffira pas à éponger les déficits pendant dix années supplémentaires. Une simple approximation montre que le fonds sera déjà vide si le déficit du pool 2 est apuré après trois ans.

Il est bon qu'on se penche actuellement sur la question de savoir comment on payera les pensions à court et à moyen terme. Peut-on continuer à accorder des pensions de statutaires à des contractuels qui font partie du personnel définitif mais n'ont pas payé les cotisations nécessaires? Cette question est devenue incontournable. Notre

het hoge aantal contractuele personeelsleden bij de lokale overheden. Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, misschien doen we er goed aan eens een halve dag of een dag uit te trekken om met de commissieleden van gedachten te wisselen over die problematiek. In het eindeloopbaandebat is dat punt niet aan bod gekomen, om begrijpelijke redenen vermits het debat zich vooral heeft toegespitst op een andere sector. We kunnen voor de problematiek evenwel niet blind blijven zijn. Het jaarverslag van RSZ-PPO is heel duidelijk en klaar. Als politici zullen we in de toekomst knopen moeten doorhakken.

commission devrait peut-être consacrer une journée à ce dossier.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De bespreking van de vragen en interpellaties eindigt om 10.30 uur.

La discussion des questions et interpellations se termine à 10.30 heures.